

Appel à la Chancelière fédérale Mme Merkel, aux députés et aux partis auprès de l'Assemblée fédérale et du Parlement Européen

Arrêtez d'affamer le peuple syrien! Levez l'embargo pour que la Syrie retrouve la paix!

Depuis plus de quatre ans les Etats-Unis et leurs alliés mènent une guerre secrète contre la Syrie: ils livrent les armes les plus modernes aux groupes islamistes et des conseillers militaires les forment dans des camps d'entraînement en Turquie et en Jordanie pour leur opération sanglante en Syrie. Le régime wahhabite d'Arabie Saoudite et les monarchies du Golfe fournissent, comme dans les années 70 et 80 en Afghanistan, des milliards de dollars pour le recrutement et l'armement de l'EI et d'Al Nosra.

Responsabilité du gouvernement fédéral et de l'U.E

L'U.E et le gouvernement fédéral participent à cette guerre sale contre la Syrie. Ils ont imposé un embargo depuis 2011.

Le but officiel de cet embargo est de paralyser l'économie de la Syrie et de pousser son peuple à la révolte contre son propre gouvernement. Avec les Etats-Unis et les souverains de l'Arabie Saoudite et des monarchies du Golfe, l'Union Européenne et le gouvernement fédéral

- ◆ ont gelé les avoirs à l'étranger et
- ◆ interdit les importations venant de Syrie, en particulier de pétrole brut. Toute circulation monétaire a été interdite pour priver le pays de ses revenus pour l'achat de marchandises nécessaires à la population et à l'économie. Les travailleurs émigrés syriens ne peuvent même plus faire de virements à leurs familles.
- ◆ Les exportations à destination de la Syrie, en particulier de carburant, de mazout ainsi que de technologie et d'équipement pour l'extraction et le raffinage de pétrole ou pour la liquéfaction du gaz naturel et pour les centrales électriques ont été interdites. Sans carburant et sans électricité l'agriculture et la production de denrées alimentaires, l'artisanat et l'industrie sont paralysés.

L'émission d'informations « Tagesschau » avait déjà demandé cyniquement le 14 décembre 2012 : « Combien de temps l'économie d'Assad va-t-elle tenir ? » et continuait sur un ton triomphal : « L'économie de la Syrie va mal. 30 pour cent des Syriens vivaient déjà avant la révolte populaire avec à peine plus d'un euro par jour. L'inflation s'aggrave à grande vitesse. Les denrées alimentaires ont doublé de prix, il y a pénurie de gazole et d'importations. Même à Damas l'électricité est coupée pendant trois heures, ailleurs encore plus longtemps. » Aujourd'hui, trois ans plus tard, le produit national de la Syrie a diminué de 60 %, le taux de chômage a grimpé de presque 15 % à maintenant 58 %. 64 % des Syriens vivent dans une extrême pauvreté et ne peuvent même plus s'acheter les aliments de première nécessité. Dans cette situation désespérée, la violence, le fanatisme, la criminalité croissent et les organisations terroristes comme l'EI et Al Nosra n'ont pas de peine à recruter.

Affamer délibérément un peuple est un crime

L'embargo contre la Syrie, pays en voie de développement, est une forme inhumaine de stratégie de guerre. La population civile en est la cible. Dans les années 90 plus d'un million de personnes, parmi elles plus de 500.000 enfants, sont mortes des suites de l'embargo contre l'Iraq. Faut-il maintenant surpasser ce nombre ? L'embargo contre la Syrie agit comme un accélérateur de feu. Il attise les combats sanglants dans ce pays. 220.000 morts, presque un million de blessés et de mutilés, plus de dix millions de personnes en fuite – et ça ne suffit toujours pas ?

Mme la Chancelière, Mmes et MM. les députés et les partis de l'Assemblée fédérale et du Parlement européen, nous exigeons que vous agissiez immédiatement

- ◆ L'embargo contre la Syrie doit être levé pour que l'économie du pays puisse se remonter et qu'une nouvelle paupérisation de la population puisse être évitée.
- ◆ Il faut accorder au pays une aide humanitaire et une aide à la reconstruction généreuses.
- ◆ Les relations diplomatiques avec la Syrie doivent être rétablies. Il faut respecter sa souveraineté.

Il est grand temps que le gouvernement fédéral et l'U.E. jouent un rôle de médiateurs dans ce conflit et dans la région.

Maintenir l'embargo signifie être complice d'un crime contre le droit humanitaire international!